

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

EMPLOI ET HANDICAP GRAND LILLE
Association

23 Chemin du Moulin Delmar
59700 MARCQ EN BAROEUL
Exercice clos le 31 décembre 2019

Didier Hazebrouck
Commissaire aux Comptes
Inscrit au tableau de l'Ordre de la Région de
Lille et membre de la Compagnie Régionale
de Douai

91 Rue Nationale
59045 LILLE CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Emploi et Handicap Grand Lille

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **Emploi et Handicap Grand Lille** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 01 janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 19 mai 2020 et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction m'a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 20 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes



Didier Hazebrouck

Rubriques		Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets droits similaires		948	948		
Fonds commercial (1)					
Autres immo. incorpo.					
Avances, acomptes sur immo. incorpo.					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations tech., outillage		2 030	2 030		
Autres immo. corpo.		881 610	325 762	555 848	491 119
Immo. en cours		16 966		16 966	
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Particip. mise en équivalence					
Autres particip.		210 500		210 500	160 500
Créances rattachées à des particip.					
Autres titres immo.		2 000 000		2 000 000	2 000 000
Prêts					
Autres immo. financières		51 110		51 110	47 202
ACTIF IMMOBILISE		3 163 165	328 740	2 834 425	2 698 821
Comptes de liaison					
STOCKS					
Matières premières, approv.					
En cours de prod. biens					
En cours de prod. services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avces acomptes versés sur comm.					
CREANCES (3)					
Usagers et comptes rattachés		258 483		258 483	219 435
Autres créances		71 208		71 208	86 127
DIVERS (3)					
V.M.P.		621 133		621 133	603 090
Disponibilités		2 199 364		2 199 364	2 187 190
COMPTES DE REGULARISATION (3)					
Charges constatées d'avance		16 771		16 771	21 302
ACTIF CIRCULANT		3 166 959		3 166 959	3 117 144
Charges à répartir sur plus. ex.					
Primes de remb. des obligations					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL		6 330 124	328 740	6 001 384	5 815 965
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser				Dons nat. restant vendre	
accepté par organe compétent		Autor.Orga. Tut.			
(1) Dont droit au bail		(2) dont -1 an		(3) dont +1an	
Clause réserve prlImmo.		Stock		Créances	

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Fonds Asso. ss. droits reprise	584 861	584 861
Dont Apports		
Legs, donations ac controp. actif Immos.		
Primes d'émission, fusion, apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	19 818	19 818
Report à nouveau	3 938 443	3 627 225
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	235 384	311 218
Fonds Asso. ac. droits reprise		
Dont Apports		
Legs, donations		
Subventions affectées		
Résultats ss. contrôle tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement	15 185	15 877
Provisions réglementées		
Droits propriétaires (commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS	4 793 692	4 558 999
Comptes de liaison		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	79 702	107 927
Provisions pour charges		
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances Accomptes reçus sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 666	202 110
Dettes fiscales et sociales	779 578	636 488
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	139 746	310 439
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance (1)		
DETTES	1 207 692	1 256 965
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	6 001 384	5 815 965
(1) Dont à -1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)		
(1) Dont à +1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	226 242		226 242	190 931
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	226 242		226 242	190 931
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 235 735	3 881 833
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			22 315	15 765
Autres produits			33	90
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 484 325	4 088 619
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 165 853	959 908
Impôts, taxes et versements assimilés			264 469	195 329
Salaires et traitements			1 981 886	1 781 427
Charges sociales			839 775	865 691
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			79 654	59 939
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	
CHARGES D'EXPLOITATION			4 331 639	3 862 295
RESULTAT D'EXPLOITATION			152 686	226 325
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			345	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			59 653	23 926
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			59 998	23 926
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				3
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				3
RESULTAT FINANCIER			59 998	23 923
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			212 684	250 247

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 232	1 934
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	57 975	89 006
PRODUITS EXCEPTIONNELS	60 207	90 940
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		2 640
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	29 750	23 060
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 750	25 700
RESULTAT EXCEPTIONNEL	30 457	65 240
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	7 757	4 269
TOTAL DES PRODUITS	4 604 530	4 203 484
TOTAL DES CHARGES	4 369 146	3 892 266
BENEFICE OU PERTE	235 384	311 218

EMPLOI & HANDICAP GRAND LILLE

23 Chemin DU MOULIN DELMAR

59700 MARCQ-EN-BAROEUL

Comptes au 31/12/2019



Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des association (application du règlement n° 2018-06 de l'ANC).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée d'utilité prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles et corporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Logiciels	33 % L	33 % L
Installations techniques, mat.outillage	5 % L	5 % L
Install. Générales agencets, aménagts	10 % L	10 % L
Matériel de bureau	25 % L	25 % L
Matériel informatique	33 % L	33 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

Les taux d'amortissements sont révisables chaque année pour être ajustés sur la durée d'utilité restante à courir

La différence entre les amortissements pratiqués sur la durée d'utilité et les amortissements fiscaux est constatée sous forme dérogatoire

PARTICIPATIONS , AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors de leur cession, les titres de participations et autres titres immobilisés sont évalués au coût unitaire moyen pondéré, les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode FIFO.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

PROVISON POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les engagements pour retraite sont couverts par un contrat d'assurance AXA vie. Ce coût est constaté dans les autres charges externes.

Le montant des engagements en matière de retraite est de 118 991 Euros au 31 décembre 2019, dont couvert à concurrence de 482.951 euros par le contrat d'assurance.

PROVISON POUR RISQUES ET CHARGES

Nous percevons de la part de l'AGEFIPH, des produits comptabilisés en subvention, pour lesquels la qualification n'est pas clairement définie.

La provision pour risque et charges constituée en 2016, a été ajustée en 2019 par une reprise nette d'un montant de 28 225€ pour atteindre une valeur totale de 79 702 €.

TRANSFERT DE CHARGES

Les transferts de charges s'élèvent à 22 K€ et correspondent à de l'exploitation : remboursement FONGECIF.

EFFECTIF

L'effectif moyen de 2019 s'élèvent à 56 personnes : 12 cadres et 44 non cadres.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE.

Néant

FAITS CARACTERISTIQUES

Néant

FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

En date du 30 janvier 2020 l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020. En raison de ces mesures de confinement, l'activité de l'entreprise est perturbée et notre structure continue son activité mais avec un fort ralentissement du niveau habituel d'affaires.

Compte tenu de l'évolution de la situation à la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité d'appréhender avec exactitude l'ensemble des éléments pouvant impacter les comptes de l'exercice 2020, néanmoins malgré les impacts pouvant survenir cela ne devrait pas remettre pas en cause la continuité d'exploitation grâce aux leviers économiques mis en œuvre à ce jour et compte tenu des informations disponibles à la date d'arrêté des présents comptes annuels.

ENGAGEMENT HORS BILAN

Néant

Variation des fonds propres	A l'ouvert. de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont génér. du public	Montant	Dont génér. du public	Montant	Dont génér. du public	Montant
Sans droit de reprise	584 861							584 861
Avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	19 818							19 818
Report à nouveau	3 627 225	311 218						3 938 443
Excédent ou déficit								235 384
Situation nette								
Dotations consommables								
Subventions d'investis.	15 877					692		15 185
Provisions réglementées								
TOTAL	4 247 781	311 218				692		4 793 691

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	948		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 030		
Installations générales, agenc., aménag.	450 910		96 192
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	286 316		48 191
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			126 420
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	739 257		270 803
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	160 500		50 000
Autres titres immobilisés	2 000 000		
Prêts et autres immobilisations financières	47 202		5 230
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 207 702		55 230
TOTAL GENERAL	2 947 907		326 033

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			948	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			2 030	
Installations générales, agencements divers			547 102	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			334 508	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	109 453		16 966	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	109 453		900 606	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			210 500	
Autres titres immobilisés			2 000 000	
Prêts et autres immobilisations financières		1 322	51 110	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 322	2 261 610	
TOTAL GENERAL	109 453	1 322	3 163 165	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		948		948
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 030			2 030
Installations générales, agenc. et aménag. divers	79 828	48 336		128 164
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	166 280	31 319		197 598
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	248 138	79 654		327 792
TOTAL GENERAL	249 086	79 654		328 740

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	107 927	29 750	57 975	79 702
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	107 927	29 750	57 975	79 702
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	107 927	29 750	57 975	79 702
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		29 750	57 975	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	51 110	51 110	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	258 483	258 483	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	88	88	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	71 120	71 120	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	16 771	16 771	
TOTAL GENERAL	397 573	397 573	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	208 666	208 666		
Personnel et comptes rattachés	324 681	324 681		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	293 213	293 213		
Etat : impôt sur les bénéfices	8 066	8 066		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	33 484	33 484		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	120 135	120 135		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	139 746	139 746		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 127 990	1 127 990		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
HANDIEXPERH	360 000	41,67	150 000		686 551
40 rue Eugene Jacquet-Marcq en Baroeul	452 758		150 000		-25 165
SCI DE L'HORLOGERIE	500 000	10	50 000		
40 rue de Paris-Lens					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
SA SCIC ALTEROS	204 390	5,14	10 500		6 313 842
rue Michel Raillard-Tourcoing	4 262 509		10 500		131 395
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	FOURNISSEURS FNP	56 212,83	48 884,16	7 328,67
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		56 212,83	48 884,16	7 328,67
AUTRES DETTES				
46860000	DIVERS CHARGES A PAYER	132 429,11	303 832,00	-171 402,89
TOTAL AUTRES DETTES		132 429,11	303 832,00	-171 402,89
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	PROVISION CONGES A PAYER	149 665,65	149 334,33	331,32
42860000	PROV AUTRES REMUNERATIONS	173 927,00	122 686,00	51 241,00
43820000	PROV.CHGES SOC./ C.P	59 866,00	68 694,00	-8 828,00
43860000	PROV.CHGES SOC/AUTRES REMUN	69 570,80	36 081,00	33 489,80
44820000	CHRGES FISC / CONGES PAYES	17 960,00	14 933,00	3 027,00
44860000	ETAT CHARGES A PAYER	20 871,24	7 844,00	13 027,24
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		491 860,69	399 572,33	92 288,36
TOTAL CHARGES A PAYER		680 502,63	752 288,49	-71 785,86

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	16 771,11	21 302,28	-4 531,17
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		16 771,11	21 302,28	-4 531,17

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
50880000	INT COURUS NON ECHUS	9 090,41	3 090,41	6 000,00
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		9 090,41	3 090,41	6 000,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		9 090,41	3 090,41	6 000,00